

DROIT DE RÉPONSE

Retour à la méthode : Alain Morice et la Côte-d'Ivoire

EN réponse à l'article d'A. Morice paru dans le précédent numéro de cette revue (1), je me dois tout d'abord de signaler que la profonde crise intervenue en Côte-d'Ivoire depuis la fin 1978, si elle doit nécessairement conduire à revenir sur certaines analyses et infléchir quelques propos (je signale au passage à mon collègue que, contrairement à ce qu'il croit pouvoir affirmer p. 45, la crise des économies africaines dépasse de beaucoup les seuls blocages générés par le modèle dépendantiste ivoirien pour concerner tous types de structures et d'orientations économiques), ne me paraît pas de nature à remettre en cause l'argument général d'*État et bourgeoisie* (2). Notre préoccupation était de comprendre ce qui s'était passé du point de vue de la structuration interne à la société (sur les plans économique, social, politique et culturel) depuis les années 50, c'est-à-dire pendant trois décennies d'expansion, en délaissant momentanément le cadre de la dépendance dans lequel, c'est évident, cette construction sociétale s'est opérée. Malheureusement, et c'était pourrait-on dire la raison majeure de ce travail collectif, le paradigme dépendantiste, qui proposait par ailleurs les meilleures analyses de la Côte-d'Ivoire, tendait par hypothèse à euphémiser les perspectives et les réalités internes, les véritables dynamismes (de l'accumulation, de l'exploitation, de la structuration sociale et de la domination politique) étant représentés comme exclusivement exogènes (3). Or il se trouve que les trajectoires des sociétés à la périphérie du système international ont proposé d'importantes variations sur le même thème de la dépendance externe. Cette perspective recentrée a créé un nouvel objet. C'est pourquoi j'ai (nous avons) mobilisé, pour rendre compte de la construction sociale ivoirienne, éminem-

(1) A. Morice, « L'État africain typique : lieu ou instrument ? », *Politique africaine*, 26, juin 1987, pp. 42-62.

(2) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard (eds), *État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, 273 p.

(3) A ce propos et puisque A. Morice (p. 47) après d'autres, me fait le reproche d'avoir donné une coloration un peu trop volontariste aux orientations économiques ivoiriennes (la grande ouverture sur l'extérieur, le haut degré de croissance, etc.), je me réjouis que P. Bourdieu, dans son dernier ouvrage *Choses dites* (Paris, Ed. de Minuit, 1987) ait pu montrer longuement la compatibilité entre analyses en terme de structure et en terme de stratégie. Il me faut donc préciser de nouveau ici que si la stratégie économique ivoirienne a pu être, sous ma plume, par endroits exagérément mise au compte d'une action consciente et volontaire, elle devait cependant se comprendre dans un

cadre plus lourd, plus large et plus contraignant, en un mot structurel au sens où il limite l'horizon des possibilités objectives. C'est bien pourquoi la dépendance, loin d'être niée, a été posée en quelque sorte comme un préalable, mais un préalable insuffisant. Ces considérations ne me paraissent pas secondaires. On peut se demander si les qualifications de « libérales » et de « radicales » qui fleurissent dans les polémiques trop empressées autour de la situation ivoirienne ne proviennent pas en réalité d'une confusion méthodologique qui empêche de voir la différence de construction entre des perspectives privilégiant les contraintes structurelles et des perspectives s'attachant aux mouvements et aux incertitudes (rendus possibles dans la structure) alors que ces deux approches peuvent être, comme le montre Bourdieu, loin d'être exclusives l'une de l'autre. C'est un peu ce que nous avons tenté dans *État et bourgeoisie* et qui me vaut le (dis)qualificatif de « libéral » proféré par Alain Morice.

ment articulée avec une économie de croissance de type « pionnier », c'est-à-dire à base extensive, un certain nombre de données pouvant, çà et là, apparaître comme scandaleusement positives (immigration, exploitation, extraversion, j'en passe et des meilleures) dans l'élaboration du modèle analytique.

Mais je ne vois pas encore comment ce processus d'édification d'un ordre social (quelle qu'en soit sa valeur éthique) pourrait être expliqué par les seuls blocages, contradictions et exclusions dont le système social ivoirien, comme tous les autres, est également fait. Pour prendre un exemple précis, évoqué dans la sulfureuse dénonciation moricienne, celui de l'immigration : ma vive sensibilité au sort des Africains non ivoiriens et mes idéaux pratiques ne m'aident pas à construire le modèle global à partir de la seule face négative du phénomène migratoire. Sans compter qu'en rester à cette conception serait prendre les immigrés pour des sots doublés de masochistes.

Précisément la critique paraît se signaler à l'attention par une disposition farouchement réfractaire à l'endroit du travail d'élaboration d'un modèle analytique résumant le système ivoirien, dérivant (ou feignant de dériver, ou soupçonnant l'interlocuteur de dériver tant ici le jeu de Morice est peu clair) en permanence, à son tour, de l'acception scientifique du terme « modèle » (= outil) à son tout autre sens dans l'univers éthique (= exemple à suivre). Aussi relève-t-il avec délectation notre abominable phrase (à J.-F. Médard et à moi) selon laquelle « il n'y a pas la place pour deux Côte-d'Ivoire dans la même région » (A. Morice, p. 43 ; *État et bourgeoisie*, pp. 14-15) : faut-il donc préciser que cette expression visait bien moins à exalter les « succès ivoiriens » qu'à signaler, justement, que la Côte-d'Ivoire a, historiquement (ce que ne conteste nul analyste averti) bénéficié des réalités politiques, diplomatiques et économiques régionales (capitales français en partance de la Guinée, producteurs ghanéens de cacao relativement sacrifiés sur l'autel de l'industrialisation — climat alors dominant chez les élites gouvernantes en faveur de politiques d'autocentrage — Sénégal, Cameroun, etc.). En d'autres termes, si les pays du golfe de Guinée avaient connu des circonstances telles, entre autres choses, que les plantations de café et de cacao y fussent encouragées et développées, la Côte-d'Ivoire n'aurait certainement pas profité de la même manière de son zèle en matière d'agriculture d'exportation et de son insertion sans vergogne dans l'économie mondiale. C'est tout ce que signifiait notre phrase « il n'y a pas de place... » qui scandalise tant A. Morice et qui n'est pas contradictoire, comme il feint de le penser (p. 43) avec l'observation de « repoussoirs » régionaux, mais bien sa conséquence logique. Penserait-il alors, comme paraissent le croire les experts de la Banque mondiale, que tous les pays africains en crise peuvent développer en même temps leurs structures productives caféières et cacaoyères et en tirer tous, simultanément, le profit maximum ?

Dans cette même veine qui inspire notre critique et lui dicte son incapacité à concevoir un modèle analytique, le voici encore bien prompt à me faire penser les choses en terme de « supériorité de la voie ivoirienne » (A. Morice, p. 44) là où j'évoque, pour faire référence aux passages d'*État et bourgeoisie* (pp. 45-46) incriminés, la « croissance remarquable », les « performances » (ce terme ne pourrait-il donc avoir, dans l'analyse sociale, le même sens que dans l'analyse linguistique ou est-il à bannir jusqu'en celle-

ci ?), d'« enrichissement du pays ». Je mets donc A. Morice en demeure de prouver que j'ai parlé de « supériorité » ivoirienne. Je ne nie pas que le comparatisme permanent et implicite à notre analyse ait pu souffrir, dans sa conduite, d'un manque de rigueur ; mais de là à faire accroire que mon souci premier ait été, dans un élan apologétique irrépressible, de démontrer la « supériorité de la voie ivoirienne », c'est ne rien vouloir comprendre à rien quand on peut lire dans *État et bourgeoisie* qu'une partie, fort peu négligeable, des « chances » ivoiriennes a été justement tirée de la région, ce que nous avons voulu exprimer, avec J.-F. Médard, par cette affreuse formule « il n'y a pas de place pour deux Côte-d'Ivoire, etc. » : qualification d'une structure de croissance partiellement fondée sur un mécanisme de jeu à somme nulle. A. Morice succombe à son tour assez grossièrement à la pression des idéaux pratiques lorsqu'il suggère (un tantinet méfiant cependant au point de se défendre *a priori* de tout causalisme) une corrélation entre l'expansion ivoirienne et la stagnation voltaïque (A. Morice, p. 44). Hypothèse intéressante évidemment, que je partage non moins évidemment, mais qui appelle un protocole de vérification relativement complexe sans quoi elle continuera de fleurir bon le banal présupposé : le Mali et le Niger, assez semblables au Burkina pour lui être comparés, mais aussi moins associés que l'ex-Haute-Volta, d'un point de vue historique et structurel, à l'économie ivoirienne, ont-ils, pour autant, connu une évolution économique et sociale plus satisfaisante ?

Yves-A. Fauré